

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE

11 AVRIL 1975

Arrêté royal réorganisant l'Office médico-légal

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66 de la Constitution;

Vu les lois coordonnées du 5 octobre 1948 sur les pensions de réparation, telles qu'elles ont été modifiées ultérieurement;

Vu la loi du 28 juillet 1953, tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918;

Vu la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement;

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés;

Vu la loi du 8 août 1963, modifiant la loi du 30 juin 1951, relative aux opérations de prêt à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des invalides de guerre et de l'Œuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre, notamment l'article 9;

Vu la loi du 11 juillet 1973, modifiant et complétant la législation relative aux pensions et rentes de guerre;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 1968, fixant les conditions auxquelles l'Œuvre nationale des invalides de guerre est autorisée à conclure des contrats d'assurance sur la vie au profit de certains invalides de guerre, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale concernant les dispositions de l'article 8, alinéa 6, donné le 26 octobre 1972;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 19 octobre 1972;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille et de l'avis de nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier.

Définition et mission de l'Office médico-légal

Article 1er. L'Office médico-légal, institution créée auprès du Ministère de la Santé publique par arrêté du Régent du 7 avril 1945, ayant pour mission d'organiser les expertises médicales dont il est chargé par les lois et règlements, est réorganisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

L'Office relève administrativement de l'Administration de la Médecine sociale.

Art. 2. Les expertises exécutées tant par les médecins experts en première instance que par les chambres d'appel ou les chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques, aboutissent à un avis médical circonstancié donné, selon le cas, sur un ou plusieurs des points énumérés ci-après :

1° en ce qui concerne la victime :

- a) l'origine pathologique des lésions invoquées;
- b) la relation de causalité entre les lésions et les faits invoqués;
- c) le degré d'invalidité;
- d) la durée de l'invalidité.

2° en ce qui concerne l'ayant droit de la victime :

- a) la relation de causalité entre le décès et l'invalidité retenue ou les faits allégués;
- b) s'il échet : l'incapacité de l'ayant droit de pourvoir à sa subsistance.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN

11 APRIL 1975. — Koninklijk besluit

tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66 van de Grondwet;

Gelet op de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, zoals zij later werden gewijzigd;

Gelet op de wet van 28 juli 1953, strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen inzake het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers van de oorlog 1914-1918;

Gelet op de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, zoals zij later werd gewijzigd;

Gelet op de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclasering van de minder-validen;

Gelet op de wet van 8 augustus 1963, tot wijziging van de wet van 30 juni 1951 betreffende het toestaan van leningen aan de beneficianten van het Nationaal Werk voor Oorlogsinvaliden en van het Nationaal Werk voor Oudstrijders en Oorlogsslachtoffers, inzonderheid artikel 9;

Gelet op de wet van 11 juli 1973, tot wijziging en aanvulling van de wetgeving op de oorlogspensioenen en -renten;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1968 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden gemachtigd wordt contracten voor levensverzekering te sluiten ten behoeve van sommige oorlogsinvaliden, inzonderheid artikel 4;

Gelet op het advies van de Departementale Syndicale Raad van advies in verband met de bepalingen van artikel 8, alinea 6, gegeven op 26 oktober 1972;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 19 oktober 1972;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Begripsbepaling en taak van het Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst

Artikel 1. De Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, ingesteld bij het Ministerie van Volksgezondheid door het besluit van de Regent van 7 april 1945 en wier taak er in bestaat de geneeskundige expertises te organiseren waarmee hij door wetten en verordeningen is belast, wordt heringericht overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

In administratief verband hangt de dienst af van de Bestuursafdeling der Sociale Geneeskunde.

Art. 2. De expertises, uitgevoerd door de geneesheren-experten in eerste aanleg en door de kamers van beroep of door de speciale kamers van beroep voor politieke gevangenen, geven aanleiding tot een omstandig medisch advies dat, naar gelang van het geval, één of meer van de hierna opgesomde punten behandelt :

1° Wat betreft het slachtoffer :

- a) de pathologische oorsprong van de aangehaalde letsels;
- b) het oorzakelijk verband tussen de letsels en de ingeroepen feiten;
- c) de graad van de invaliditeit;
- d) de duur van de invaliditeit.

2° wat betreft de rechthebbende van het slachtoffer :

- a) het oorzakelijk verband tussen het overlijden en de in aanmerking genomen invaliditeit of de aangevoerde feiten;
- b) in voorkomend geval : de ongeschiktheid van de rechthebbende om in zijn levensonderhoud te voorzien.

CHAPITRE II

De la composition de l'Office médico-légal

Art. 3. L'Office médico-légal est composé :

- d'un président;
- de médecins experts;
- de chambres d'appel;
- de chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques;
- d'un collège de jurisprudence médico-légale;
- d'une section médicale;
- d'une section administrative;
- d'un Conseil consultatif.

Art. 4. La direction de l'Office médico-légal est assumée par un président, ayant rang d'inspecteur général, nommé par le Roi sur proposition du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, pour un terme renouvelable de cinq ans, parmi les médecins ayant au moins dix ans de pratique et pouvant justifier d'une compétence particulière en matière d'expertises médico-légales.

La durée des prestations qu'il doit fournir est déterminée par l'arrêté de nomination.

Art. 5. Les médecins experts sont désignés pour un terme renouvelable de cinq ans, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, parmi les médecins ayant au moins cinq ans de pratique et pouvant justifier de leur compétence en matière d'expertises médico-légales.

A cet effet, une liste de candidats est présentée au Ministre par le Président de l'Office, après avis du Collège de jurisprudence médico-légale.

Art. 6. § 1. L'Office comporte quatre chambres d'appel, dont deux d'expression néerlandaise et deux d'expression française.

Chaque chambre d'appel comprend :

1° un président désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur proposition du président de l'Office et après avis du Collège de jurisprudence médico-légale, parmi les praticiens ayant au moins dix ans de pratique et pouvant justifier de leur compétence en matière d'expertises médico-légales;

2° un médecin désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur proposition des associations représentatives des victimes de la guerre;

3° un médecin fonctionnaire désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Pour chaque membre, il est désigné sous les mêmes conditions, au moins un suppléant.

Le président de l'Office médico-légal règle la composition des chambres et assure leur fonctionnement régulier. Il peut aussi faire appel aux suppléants pour dédoubler une chambre.

§ 2. En plus des chambres d'appel citées au § 1, l'Office médico-légal comporte deux chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques : une d'expression néerlandaise et une d'expression française.

Chaque chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques comprend :

1. un président désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur proposition du président de l'Office médico-légal et après avis du Collège de jurisprudence médico-légale, parmi les praticiens ayant au moins dix ans de pratique, pouvant justifier de leur compétence en matière d'expertise médico-légales et ayant une compétence reconnue en ce qui concerne les problèmes de la pathologie concentrationnaire;

2. un médecin désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur proposition des associations représentatives des prisonniers politiques et ayant une compétence reconnue en ce qui concerne les problèmes de la pathologie concentrationnaire;

3. un médecin fonctionnaire désigné pour un terme renouvelable de cinq ans; par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

HOOFDSTUK II

Samenstelling van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst

Art. 3. De Gerechtelijk-geneeskundige Dienst omvat :

- een voorzitter;
- geneesheren-experten;
- kamers van beroep;
- speciale kamers van beroep voor politieke gevangenen;
- een College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak;
- een medische afdeling;
- een administratieve afdeling;
- een Raad van advies.

Art. 4. De leiding van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst berust bij een voorzitter, bekleed met de rang van inspecteur-generaal; hij wordt, op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, door de Koning benoemd, voor een verlengbare termijn van vijf jaren, uit geneesheren die ten minste tien jaren praktijk tellen en doen blijken van een bijzondere bevoegdheid op het gebied van gerechtelijk-geneeskundige expertises.

De tijd die hij aan zijn dienstprestaties moet besteden wordt in het benoemingsbesluit bepaald.

Art. 5. De geneesheren-experten worden, voor een verlengbare termijn van vijf jaren, aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, uit de geneesheren die tenminste vijf jaren praktijk tellen en doen blijken van hun bevoegdheid op het gebied van gerechtelijk-geneeskundige expertises.

Te dien einde legt de voorzitter van de Dienst, na het advies van het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak te hebben ingewonnen, een kandidatenlijst voor aan de Minister.

Art. 6. § 1. Bij de Dienst bestaan vier kamers van beroep, twee nederlandsstalige en twee franstalige.

Elke kamer van beroep is samengesteld uit :

1. een voorzitter die, op voorstel van de voorzitter van de Dienst — het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak gehoord — door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaren wordt aangewezen uit praktiserende geneesheren, die ten minste tien jaren praktijk tellen en doen blijken van hun bevoegdheid op het gebied van gerechtelijk-geneeskundige expertises;

2. een geneesheer die, op voorstel van de vertegenwoordigende verenigingen van de oorlogsslachtoffers, door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaren wordt aangewezen;

3. een geneesheer-ambtenaar die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaren wordt aangewezen.

Voor ieder lid wordt, onder dezelfde voorwaarden, ten minste één plaatsvervanger aangewezen.

De voorzitter van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst stelt de kamers samen en zorgt voor de goede werking ervan. Hij kan eveneens beroep doen op de plaatsvervangende leden om een kamer te splitsen.

§ 2. Benevens de in § 1 genoemde kamers van beroep, omvat de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst nog twee speciale kamers van beroep voor politieke gevangenen : een nederlandsstalige en een franstalige.

Elke speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen is samengesteld uit :

1. een voorzitter die, op voorstel van de voorzitter van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst — het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak gehoord — door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaren wordt aangewezen uit praktiserende geneesheren, die ten minste tien jaren praktijk tellen, doen blijken van hun bevoegdheid op gebied van gerechtelijk-geneeskundige expertises en die als uitermate bevoegd bekend staan met betrekking tot de problemen der concentrationnaire pathologie;

2. een geneesheer die, op voorstel van de verenigingen voor politieke gevangenen, door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaren wordt aangewezen en die als uitermate bevoegd bekend staat met betrekking tot de problemen der concentrationnaire pathologie;

3. een geneesheer-ambtenaar, die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaren wordt aangewezen.

Pour chaque membre il est désigné, sous les mêmes conditions, au moins un suppléant.

Le président de l'Office médico-légal règle la composition des chambres d'appel et assure leur fonctionnement régulier. Il peut aussi faire appel aux suppléants pour dédoubler une chambre.

Les chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques sont exclusivement compétentes pour effectuer les expertises médicales, en l'instance d'appel, des bénéficiaires de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques et de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit.

Art. 7. Les membres du Collège de jurisprudence médico-légale, ayant chacun un ou plusieurs suppléants, seront tous nommés par le Roi, pour un terme renouvelable de cinq ans, parmi les professeurs de préférence titulaires de la chaire de médecine légale, à raison d'un professeur et de ses suppléants par faculté de médecine.

Le Collège est présidé par le plus âgé des membres, présents en séance, ayant voix délibérative.

Le président de l'Office est de plein droit membre consultatif du Collège; il organise le secrétariat de celui-ci.

Le Collège ne siège valablement que si la majorité des membres sont présents; ses décisions sont prises à la majorité des présents; en cas de parité des voix, le vote du président du Collège est prépondérant.

Art. 8. Le Conseil consultatif comprend, outre les membres du Collège de jurisprudence médico-légale, huit membres nommés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à savoir :

1. trois médecins présentés par des associations représentatives des victimes de la guerre, dont un représentant des prisonniers politiques, un représentant des invalides militaires, un représentant des victimes civiles;

2. deux médecins fonctionnaires de l'Office médico-légal dont le médecin en chef-directeur, dirigeant de la section médicale;

3. un fonctionnaire de l'Administration des pensions, présenté par le Ministre dont relève cette administration;

4. un fonctionnaire de l'Administration des Victimes civiles de la guerre, présenté par le Ministre dont relève cette administration;

5. un fonctionnaire de l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre, présenté par le Conseil d'administration de cet organisme.

Pour chacun des membres visés sub 1, 3, 4 et 5, il est désigné de la même manière un suppléant.

Le mandat des membres du Conseil consultatif est d'une durée de cinq ans; il est renouvelable. En cas de vacance d'un mandat de membre effectif, le suppléant achève le mandat en cours. Il est procédé à la nomination pour la même durée d'un suppléant.

La présidence du Conseil consultatif est assumée de plein droit par le président de l'Office médico-légal, avec voix délibérative; en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, la séance est présidée par le plus âgé des membres présents.

Le Conseil consultatif ne siège valablement que si la majorité de ses membres sont présents; les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le médecin en chef-directeur assume les fonctions de secrétaire; il peut se faire assister d'agents de la section administrative de l'Office médico-légal.

Le Conseil consultatif peut faire appel à toutes personnalités dont l'avis lui paraît souhaitable à la solution d'un problème relevant de sa compétence.

Art. 9. Le personnel de l'Office est réparti en une section médicale et une section administrative.

La section médicale est composée de médecins fonctionnaires de l'Office; elle est placée sous la direction d'un médecin en chef-directeur.

La section administrative se compose des autres fonctionnaires et agents de l'Office; elle comprend un service central et des services régionaux.

Voor ieder lid wordt, onder dezelfde voorwaarden, ten minste één plaatsvervanger aangewezen.

De voorzitter van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst stelt de kamers samen en zorgt voor de goede werking ervan. Hij kan eveneens beroep doen op de plaatsvervangende leden om een kamer te splitsen.

De speciale kamers van beroep voor de politieke gevangenen zijn uitsluitend bevoegd voor het uitvoeren van de geneeskundige expertises, in beroep, van personen die kunnen genieten van de wet van 5 februari 1947 tot regeling van het statuut der vreemdelingen-politieke gevangenen en van de wet van 26 februari 1947 houdende regeling van het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden.

Art. 7. De leden van het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak, die elk één of meer plaatsvervangers hebben, worden allen door de Koning voor een verlengbare termijn van vijf jaren benoemd uit de hoogleraren, die bij voorkeur titularis zijn van de leerstoel van gerechtelijke geneeskunde, naar rata van één hoogleraar en zijn plaatsvervangers per medische faculteit.

Het College wordt voorgezeten door het oudste in jaren, op de vergadering aanwezig stemgerechtigde lid.

De voorzitter van de Dienst is van rechtswege adviserend lid van het College; hij organiseert er het secretariaat van.

Het College kan alleen geldig vergaderen wanneer de meerderheid der leden aanwezig is; zijn besluiten worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden; bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van het College beslissend.

Art. 8. De Raad van advies omvat, naast de leden van het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak, acht leden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, namelijk :

1. drie geneesheren, voorgedragen door vertegenwoordigende verenigingen van oorlogsslachtoffers, waaronder één vertegenwoordiger van de politieke gevangenen, één van de militaire invaliden en één van de burgerlijke slachtoffers;

2. twee geneesheren-ambtenaren van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, waaronder de hoofdgeneesheer-directeur, hoofd van de medische afdeling;

3. een ambtenaar van de Administratie der Pensioenen, voorgedragen door de Minister waarvan dat bestuur afhangt;

4. een ambtenaar van het Bestuur der burgerlijke oorlogsslachtoffers, voorgesteld door de Minister waarvan dat bestuur afhangt;

5. een ambtenaar van het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden, voorgedragen door de Raad van beheer van die instelling.

Voor elk van de onder 1, 3, 4 en 5 bedoelde leden wordt op dezelfde wijze een plaatsvervanger aangewezen.

De ambtsperiode van de leden van de Raad van advies bedraagt vijf jaren en is verlengbaar. Bij vacature van een ambt van vast lid, wordt dat mandaat door de plaatsvervanger beëindigd. Voor eenzelfde duur wordt in de benoeming van een plaatsvervanger voorzien.

De Raad van advies wordt van rechtswege voorgezeten door de voorzitter van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst die stemgerechtigd is. In geval van verhindering of afwezigheid van de voorzitter, wordt de vergadering voorgezeten door het oudste in jaren aanwezige lid.

De Raad van advies kan alleen geldig vergaderen wanneer de meerderheid der leden aanwezig is; de beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden; bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De hoofdgeneesheer-directeur neemt het secretariaat waar; hij kan zich laten bijstaan door personeel van de administratieve afdeling van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

De Raad van advies kan een beroep doen op alle personen wier advies hij wenselijk acht voor het oplossen van een probleem dat onder zijn bevoegdheid valt.

Art. 9. Het personeel van de Dienst is ingedeeld in een medische afdeling en een administratieve afdeling.

De medische afdeling bestaat uit de geneesheren-ambtenaren van de Dienst; zij staat onder de leiding van een hoofdgeneesheer-directeur.

De administratieve afdeling bestaat uit de andere ambtenaren van de Dienst; zij omvat een centrale dienst en gewestelijke diensten.

CHAPITRE III

Mission des différents organes de l'Office médico-légal

Art. 10. Les médecins experts déposent à l'Office les conclusions requises au premier degré par les autorités compétentes et ce dans les trente jours qui suivent leur expertise ou l'obtention des rapports demandés aux spécialistes.

Art. 11. Les chambres d'appel et les chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques déposent à l'Office les conclusions requises, dans les trente jours qui suivent leur expertise ou l'obtention des rapports demandés aux médecins spécialistes.

Art. 12. Le Collège de jurisprudence médico-légale a pour mission principale de fixer la jurisprudence dans les cas de principe et de veiller à la qualité scientifique des expertises dans tous les cas soumis à son examen.

Il participe aussi aux travaux du Conseil consultatif et agit comme instance d'appel dans les cas prévus aux articles 22, 23 et 24.

Art. 13. Le Conseil consultatif a pour mission de proposer les mesures propres à tenir le barème des invalidités à jour, compte tenu des progrès de la science. A la demande du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou d'au moins cinq membres du Conseil consultatif, celui-ci donne des avis sur toute question intéressant l'aspect médical ou scientifique de la réparation des invalidités.

Art. 14. Le président de l'Office médico-légal a sous son autorité la section administrative et la section médicale.

CHAPITRE IV. — *Dispositions générales*

Art. 15. Les médecins experts, les chambres d'appel, les chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques et le Collège de jurisprudence médico-légale peuvent, sur des points particuliers, prendre l'avis de médecins spécialistes, agréés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, pour un terme renouvelable de cinq ans.

En vue de l'agrément des médecins spécialistes, le président de l'Office présente au Ministre la liste des candidats après avis du Collège de jurisprudence médico-légale.

Les médecins spécialistes déposent leurs rapports au plus tard dans les deux mois qui suivront la date d'envoi des demandes d'avis qui leur seront adressées.

Art. 16. Les médecins qui, à quelque titre que ce soit, prêtent leur concours à l'Office médico-légal, se conforment aux directives données par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Du point de vue médical toutefois, ils s'acquittent de leur mission en pleine indépendance.

Art. 17. La jurisprudence de l'Office se dégage des conclusions des médecins experts, des chambres d'appel, des chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques et du Collège de jurisprudence médico-légale.

CHAPITRE V

Du fonctionnement de l'Office médico-légal

Art. 18. Les autorités administratives qui sont légalement tenues de consulter l'Office médico-légal en matière de réparation des invalidités, transmettent les dossiers à l'Office médico-légal.

La section administrative les soumet à la section médicale qui détermine avec précision, à l'intention du médecin-expert, la mission confiée à l'Office pour les cas dont il est saisi.

La section administrative répartit ensuite les dossiers entre les divers centres d'expertises.

HOOFDSTUK III. — *Taak van de verschillende organen van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst*

Art. 10. De geneesheren-experten dienen bij de Dienst de door de bevoegde autoriteiten in eerste aanleg gevraagde conclusies in, binnen dertig dagen na hun expertise of de ontvangst van de rapporten die aan de specialisten gevraagd zijn.

Art. 11. De kamers van beroep en de speciale kamers van beroep voor politieke gevangenen dienen bij de Dienst de gevraagde conclusies in binnen dertig dagen na hun expertise of de ontvangst van de rapporten die aan de geneesheren-specialisten gevraagd zijn.

Art. 12. De voornaamste taak van het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak bestaat erin de rechtspraak te vestigen in beginselkwesities en te letten op de wetenschappelijke waarde van de expertises in al de gevallen waarover het zich moet uitspreken.

Het neemt eveneens deel aan de werkzaamheden van de Raad van advies, en treedt op als beroepsinstantie in de gevallen bedoeld in de artikelen 22, 23 en 24.

Art. 13. De taak van de Raad van advies bestaat erin de nodige maatregelen voor te stellen om, op grond van de wetenschappelijke vooruitgang, de invaliditeitsschaal bij te houden. Op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, of van minstens vijf leden van de Raad van advies, verstrekt de Raad adviezen over elk vraagstuk in verband met het medische of het wetenschappelijke aspect van de invaliditeitsvergoeding.

Art. 14. De administratieve afdeling en de medische afdeling staan onder het gezag van de voorzitter van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene bepalingen*

Art. 15. De geneesheren-experten, de kamers van beroep, de speciale kamers van beroep voor politieke gevangenen en het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak kunnen, voor bijzondere punten, het advies inwinnen van geneesheren-specialisten, die voor een verlengbare periode van vijf jaren door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, zijn erkend.

Met het oog op de erkenning van de geneesheren-specialisten, legt de voorzitter van de Dienst, na het advies van het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak ingewonnen te hebben, de kandidatenlijst voor aan de Minister.

De geneesheren-specialisten dienen hun rapporten in uiterlijk binnen twee maanden na de datum waarop de aanvragen om advies hun zijn toegezonden.

Art. 16. De geneesheren die, in welke hoedanigheid ook, hun medewerking verlenen aan de Gerechtelijk-geneeskundige dienst, schikken zich naar de voorschriften van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. In medisch opzicht evenwel verrichten zij hun taak in volle onafhankelijkheid.

Art. 17. De rechtspraak van de Dienst wordt gevestigd op grond van de conclusies van de geneesheren-experten, van de kamers van beroep, van de speciale kamers van beroep voor politieke gevangenen, en van het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak.

HOOFDSTUK V

Werking van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst

Art. 18. De administratieve overheden die wettelijk verplicht zijn de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst op het gebied van de vergoeding van invaliditeiten te raadplegen, sturen de dossiers naar de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

De administratieve afdeling legt ze voor aan de medische afdeling die, ten behoeve van de geneesheer-expert, de opdracht van de dienst inzake de hem voorgelegde gevallen nauwkeurig bepaalt.

De administratieve afdeling verdeelt vervolgens de dossiers over de verschillende expertisecentra.

Le secrétaire du centre d'expertises répartit les dossiers qui lui sont transmis, selon les directives du président de l'Office médico-légal ou de son délégué, entre les différents experts relevant du centre.

Art. 19. En première instance, le médecin expert, et en cas de recours, la chambre d'appel ou la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques, interroge et examine le requérant ou entend l'ayant droit et l'examine si la mission l'exige. Ceux-ci sont toujours avisés qu'ils peuvent se faire accompagner d'un médecin, d'un avocat et d'un autre conseiller non médical.

Seul le médecin pourra cependant assister à l'examen médical.

Le médecin, l'avocat et le conseiller peuvent déposer au dossier une note reproduisant leurs constatations ou leurs conclusions personnelles.

Dans sa discussion médico-légale l'expert, la chambre d'appel ou la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques, devra rencontrer les arguments médico-légaux invoqués.

L'expert, la chambre d'appel ou la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques sollicite l'avis des médecins spécialistes agréés dont la consultation paraît indispensable.

Le président de l'Office ou son délégué peuvent, dans des cas exceptionnels et au nom du Ministre, autoriser qu'il soit fait appel à des médecins spécialistes non agréés au sens du présent arrêté.

Sur base des renseignements ainsi recueillis, l'expert, la chambre d'appel ou la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques, établit un rapport motivé en conclusion duquel un avis est émis sur le ou les points repris à l'article 2.

Le dossier comportant tous les documents recueillis est ensuite envoyé à la section administrative de l'Office médico-légal.

Art. 20. La section administrative soumet le dossier à la section médicale. Celle-ci apprécie, d'une part, si la mission a été complètement exécutée et, d'autre part, si les conclusions sont la déduction logique des constatations consignées dans le rapport et enfin s'il a été tenu compte des données scientifiques de la jurisprudence médico-légale.

Art. 21. Si le rapport ne donne lieu à aucune observation concernant les points énumérés à l'article 20 il est visé pour approbation par le président de l'Office médico-légal ou en son nom par un fonctionnaire de la section médicale.

La section administrative renvoie le dossier avec le rapport d'expertise et ses annexes, aux autorités visées à l'article 18, alinéa 1er.

Art. 22. Lorsque le rapport d'expertise établi par le médecin expert laisse à désirer sur l'un ou l'autre des points énumérés à l'article 20, le médecin expert en est informé par un médecin de la section médicale de l'Office médico-légal qui lui demande de compléter ou de justifier ses conclusions. Si malgré cette démarche, le désaccord persiste entre les deux médecins précités, le dossier est transmis avec rapport motivé, par l'intermédiaire du président de l'Office, au Collège de jurisprudence médico-légale. Celui-ci désigne un de ses membres, ayant voix délibérative, pour procéder, au centre régional d'expertises et en présence de l'expert, au réexamen du cas, le requérant ou l'ayant droit ayant été dûment convoqué.

Ces deux médecins signent conjointement le protocole de leurs constatations et des conclusions auxquelles ils aboutissent. Ils sont tenus de justifier leur point de vue. En cas de divergence, la conclusion du membre du Collège de jurisprudence médico-légale fait autorité. Le document contresigné par le président ou en son nom par le médecin en chef-directeur de la section médicale, est renvoyé, avec le dossier et tous les documents médicaux y annexés, aux autorités visées à l'article 18, alinéa 1er.

De secretaris van het expertisecentrum verdeelt de hem toegezonden dossiers, volgens de onderrichtingen van de voorzitter van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst of van diens gemachtigde, over de verschillende experts die tot het centrum behoren.

Art. 19. De geneesheer-expert in eerste aanleg, de kamer van beroep of de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen in beroepsinstantie, ondervraagt en onderzoekt de aanvrager of verhoort de rechthebbende en onderzoekt hem zo daartoe opdracht gegeven wordt. In beide gevallen wordt betrokkene ervan op de hoogte gesteld dat hij zich mag doen vergezellen van een geneesheer, een advocaat en een ander niet-medisch raadsman.

Alleen de geneesheer echter mag het medisch onderzoek bijwonen.

De geneesheer, de advocaat en de raadsman mogen aan het dossier een nota toevoegen, waarin zij hun persoonlijke vaststellingen of conclusies uiteenzetten.

In zijn gerechtelijk-geneeskundige overwegingen moet de expert, de kamer van beroep of de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen de ingeroepen gerechtelijk-geneeskundige argumenten beantwoorden.

De expert, de kamer van beroep of de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen vraagt het advies van de erkende geneesheren-specialisten, wier consult onontbeerlijk lijkt.

De voorzitter van de Dienst of zijn afgevaardigde kunnen, in uitzonderlijke gevallen en in naam van de Minister toestaan dat een beroep gedaan wordt op geneesheren-specialisten, die niet zijn erkend zoals bepaald in dit besluit.

Op grond van de aldus ingewonnen inlichtingen, stelt de expert, de kamer van beroep of de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen een beredeneerd rapport op naar aanleiding waarvan een advies wordt uitgebracht over de in artikel 2 vermelde punten.

Nadien wordt het dossier, met al de verzamelde documenten, aan de administratieve afdeling van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst gezonden.

Art. 20. De administratieve afdeling legt het dossier voor aan de medische afdeling. Deze vergewist zich ervan, enerzijds, of de opdracht volledig is uitgevoerd en, anderzijds, of de conclusies het logische gevolg zijn van de vaststellingen die in het rapport zijn opgetekend, en eindelijk of rekening gehouden werd met de wetenschappelijke gegevens van de gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak.

Art. 21. Indien over het rapport niets op te merken is ten aanzien van de punten aangehaald in artikel 20 wordt het voor goedkeuring geviséerd door de voorzitter van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst of, in zijn naam, door een ambtenaar van de medische afdeling.

De administratieve afdeling stuurt vervolgens het dossier, samen met het expertiserapport en de bijlagen ervan terug aan de overheden bedoeld in artikel 18, eerste lid.

Art. 22. Indien het expertiserapport van de geneesheer-expert te wensen overlaat ten aanzien van een of ander der punten aangehaald in artikel 20, wordt dit door een geneesheer van de medische afdeling van Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst ter kennis gebracht van de geneesheer-expert, samen met het verzoek zijn conclusies aan te vullen of te verantwoorden. Indien desondanks het meningsverschil tussen beide bovengenoemde geneesheren blijft voortbestaan, wordt het dossier, met een beredeneerd rapport, door toedoen van de voorzitter van de Dienst, voorgelegd aan het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak. Dit College wijst een van zijn stemgerechtigde leden aan om, in het gewestelijk expertisecentrum en in het bijzijn van de expert, over te gaan tot een nieuw onderzoek van de verzoeker of de rechthebbende, die daartoe behoorlijk zullen zijn opgeroepen.

Beide geneesheren ondertekenen gezamenlijk het protocol van hun vaststellingen en van de conclusies waartoe ze hebben geleid. Zij moeten hun standpunt verantwoorden. In geval van meningsverschil, is de conclusie van het lid van het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak doorslaggevend. Het stuk dat medeondertekend is door de voorzitter of, in zijn naam, door de hoofdgeneesheer-directeur van de medische afdeling, wordt samen met het dossier en al de erbij behorende medische bescheiden teruggezonden aan de overheden bedoeld in artikel 18, 1^o lid.

Art. 23. Lorsque le protocole d'expertise établi par une chambre d'appel ou par une chambre d'appel spéciale pour prisonniers politique laisse à désirer concernant l'un ou l'autre des points repris à l'article 20, la chambre d'appel ou la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques en est informée par un membre de la section médicale de l'Office médico-légal qui lui demande de compléter ou de justifier ses conclusions. Si le désaccord persiste entre la chambre d'appel ou la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques et la section médicale le dossier est transmis, avec rapport motivé, au Collège de jurisprudence médico-légale, par l'intermédiaire du président de l'Office.

Le dossier est d'office transmis au Collège précité, par l'intermédiaire du président de l'Office, lorsque, exceptionnellement, un membre de la chambre d'appel ou de la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques a joint, aux conclusions de cette chambre, un rapport circonstancié manifestant son désaccord vis-à-vis de ces conclusions.

Avant de prendre ses conclusions définitives, le Collège, en séance plénière, décide de trancher le litige sur pièces ou d'examiner et d'entendre, selon le cas, le requérant ou l'ayant droit, si la mission l'exige.

Si l'intéressé comparait, il peut se faire accompagner d'un médecin, d'un avocat et d'un conseiller non médical. Toutefois, seul le médecin pourra assister à l'examen médical.

Dans tous les cas le président de la chambre d'appel ou de la chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques dont les conclusions sont contestées peut être présent.

A la demande du Collège, le président ou un autre membre d'une chambre d'appel ou d'une chambre d'appel spéciale pour prisonniers politiques peut être convoqué.

Art. 24. Les juridictions administratives d'appel, saisies de l'affaire, peuvent, de leur propre initiative ou à la suite d'une requête émise d'un rapport médical circonstancié de l'intéressé, demander au président de l'Office médico-légal de faire usage de la procédure de recours devant le Collège de jurisprudence médico-légale, lorsque, pour la même cause, deux chambres d'appel ou deux chambres d'appel spéciales pour prisonniers politiques, différemment composées, ont déposé des conclusions divergentes ou non motivées à suffisance.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 25. L'arrêté royal du 21 décembre 1954, réorganisant l'Office médico-légal, modifié par les arrêtés royaux des 9 août 1956, 9 juin 1970 et 20 décembre 1973 est abrogé.

Art. 26. Les nominations ou désignations opérées en vertu de l'arrêté royal du 21 décembre 1954 réorganisant l'Office médico-légal garderont leurs effets jusqu'à publication au *Moniteur belge* des arrêtés de nomination ou de désignation pris en exécution du présent arrêté.

Art. 27. Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1975.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Art. 23. Wanneer het door een kamer van beroep of door een speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen opgestelde expertiseprotocol te wensen overlaat ten aanzien van een of ander in artikel 20 aangehaald punt, wordt dit door een lid van de medische afdeling van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst kennis gebracht van de kamer van beroep of van de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen, samen met het verzoek haar conclusies aan te vullen of te verantwoorden. Indien het meningsverschil tussen de kamer van beroep of de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen en de medische afdeling blijft voortbestaan, wordt het dossier, met een beredeneerd rapport, door toedoen van de voorzitter van de Dienst, voorgelegd aan het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak.

Het dossier wordt ambtshalve aan het voornoemde College voorgelegd, door bemiddeling van de voorzitter van de Dienst, wanneer, bij uitzondering, een lid van de kamer van beroep of van de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen aan de conclusies van die kamer een omstandig geneeskundig rapport heeft toegevoegd waarin hij te kennen geeft dat hij het met die conclusies niet eens is.

Alvorens eindconclusies te nemen besluit het College, in voltallige zitting, het geschil te beslechten aan de hand van de stukken, ofwel de verzoeker of de rechthebbende, naargelang van het geval, te horen en te onderzoeken indien de opgedragen taak zulks vereist.

Indien de belanghebbende verschijnt, mag hij zich doen vergezellen van een geneesheer, een advocaat en een niet-medisch raadsman. Alleen de geneesheer echter mag het medisch onderzoek bijwonen.

De voorzitter van de kamer van beroep of van de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen waarvan de conclusies worden betwist, mag in ieder geval aanwezig zijn.

Op verzoek van het College, kan de voorzitter of een ander lid van de kamer van beroep of van de speciale kamer van beroep voor politieke gevangenen opgeroepen worden.

Art. 24. De administratieve rechtscollege in beroep waar de zaak aanhangig is kunnen de voorzitter van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst uit eigen initiatief of op een met een omstandig geneeskundig rapport gestaafd verzoek van belanghebbende, vragen de beroepsprocedure voor het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak toe te passen wanneer, voor dezelfde zaak, twee kamers van beroep of twee speciale kamers van beroep voor politieke gevangenen, op verschillende wijze samengesteld, uiteenlopende of onvoldoende gemotiveerde conclusies hebben neergelegd.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 25. Het koninklijk besluit van 21 december 1954 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 9 augustus 1956, van 9 juni 1970 en van 20 december 1973, wordt opgeheven.

Art. 26. Benoemingen en aanstellingen die plaatsvonden krachtens het koninklijk besluit van 21 december 1954 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, behouden hun uitwerking tot de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* van de benoemingsbesluiten en aanstellingsakten die ter uitvoering van dit besluit worden vastgesteld.

Art. 27. Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 april 1975.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,